

bulletin monographique coopération internationale pour le développement



**empowerment
et leadership**

mujeres
FUNDACIÓN
89
info

Editorial	2
L'empowerment économique des femmes, facteur clef du développement en Afrique Subsaharienne	4
Réseau de Femmes pour un Monde Meilleur	6
Rencontres des jeunes femmes d'Espagne et d'Afrique: empowerment et nouveaux défis	7
De l'Afrique Subsaharienne. Sur l'empowerment des jeunes femmes	11
Stratégie intégrale d'influence, en faveur des femmes victimes de violence sexuelle en Colombie. Une expérience de la Coopération Décentralisée	12
Programme "Femmes et Développement"	14
Sites Web et publications	15

Il est important de concevoir la poursuite des objectifs d'égalité entre femmes et hommes comme un défi global. Les inégalités persistent dans le monde entier, tout comme la discrimination fondée sur le sexe, qui bafoue les droits des femmes et rend très difficile notre participation à la croissance et au développement économique et social. Cette situation qui est encore vraie dans les pays développés, s'avère plus grave dans les pays émergents et pauvres où elle construit des histoires de vie de femmes particulièrement dramatiques.

Les politiques internationales de développement ont compris cela depuis longtemps et certaines propositions et réflexions mettent en évidence, depuis la fin des années 90 surtout, l'importance d'inclure les femmes et l'égalité parmi les facteurs déterminants du développement économique et social des États. Cette idée est d'ailleurs reprise par de nombreuses déclarations internationales sur le développement humain. L'espace international a en effet été souvent très utile pour l'impulsion des politiques d'égalité des chances entre femmes et hommes, et l'engagement des États à ce niveau d'accord et de négociation a constitué, à de nombreuses occasions, une opportunité claire de progression dans les politiques nationales.

L'inégalité entre les hommes et les femmes et la discrimination que ces dernières subissent ont des racines communes partout dans le monde. Les différences qui caractérisent la situation des femmes des états occidentaux de celle des femmes africaines ou d'Amérique centrale et du Sud sont, c'est un fait, multiples ; elles sont particulièrement évidentes lorsque l'on évalue les conséquences de l'inégalité et de la discrimination sur nos vies, notre santé et notre liberté. Il n'en demeure pas moins que nous avons toutes dû parcourir –ou que nous sommes en train de le faire- des chemins semblables pour accéder aux droits de base de la citoyenneté et de l'égalité des chances.



Francisco de Rojas 2, 1º Izda.

28010 Madrid

Télf.: 91 591 24 20

Fax: 91 447 24 61

mujeres@fundacionmujeres.es

www.fundacionmujeres.es

La versión électronique du
Bulletin est disponible sur le web
www.fundacionmujeres.es

ÉDITÉ PAR:

FUNDACIÓN MUJERES

DIRECTRICE:

MARISA SOLETO ÁVILA

INFOGRAPHIE:

PABLO HUESO & A.C. S.L.

TIRAGE: 5.000 COPIES



Il est essentiel, dans ce contexte politique et social, que nous, les organisations de femmes, nous impliquions dans les politiques de coopération au développement, que nous participions d'une manière active, que nous fassions des propositions d'options susceptibles d'intégrer au mieux l'égalité et la perspective de genre dans les politiques et dans les interventions de coopération internationale. Forte de cette certitude, Fundación Mujeres a toujours fait preuve d'un intérêt soutenu pour les sujets de coopération internationale ; nous entretenons des contacts internationaux avec de nombreuses organisations, latino-américaines surtout, et africaines depuis un certain temps, nous n'avons cessé de prendre part à des projets, et d'adhérer aux différents réseaux de collaboration.

Notre activité dans ce domaine se concentre essentiellement sur l'égalité, et plus particulièrement sur le développement de propositions et de stratégies visant à tisser des réseaux, à faciliter l'accès le plus direct des organisations de femme aux opportunités de financement que proposent les fonds de la coopération espagnole et européennes, et à établir des mécanismes de coopération et d'échange pour que la perspective de genre et l'égalité des opportunités entrent dans les objectifs fondamentaux des politiques et des projets de développement.

Fundación Mujeres ne va évidemment pas aborder de grands projets de coopération fondés sur l'intervention humanitaire. Nous pensons néanmoins que –comme cela a été, et est encore le cas dans notre pays- les organisations

de femmes se doivent de participer activement à la conception et à la poursuite des objectifs d'égalité des politiques de développement. Seule la présence des femmes, par le biais d'un mouvement organisé, d'une manière directe, peut garantir qu'il en soit ainsi ; mais nous savons aussi que cette présence n'est possible que si elle est promue et travaillée d'une manière adéquate.

Les échanges entre organismes de coopération et organismes spécialisés dans la promotion de l'égalité et de la défense des droits des femmes doivent être promus. Il est indispensable que des relations directes soient nouées entre les organisations de femmes et féministes des pays destinataires de l'aide et celles des pays développés. C'est, à notre sens, la seule façon d'apprendre ensemble et de nous assurer que nos priorités et les stratégies de genre que nous proposons pour nos politiques seront, tout comme nos initiatives de coopération au développement, pertinentes.

Le présent document monographique décrit les initiatives que Fundación Mujeres a actuellement entrepris de développer et de soutenir, conformément aux critères évoqués plus haut. Des projets et des initiatives qui font la preuve de notre engagement au côté des femmes des pays destinataires de l'aide, mais aussi de notre effort pour que les politiques générales, en l'occurrence les politiques de coopération au développement, intègrent pleinement la volonté d'amélioration de la situation sociale et de la qualité de vie des femmes dans le monde entier.

L'EMPOWERMENT ÉCONOMIQUE DES FEMMES, FACTEUR CLEF DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

“Stratégies et meilleures pratiques pour l’empowerment des femmes en Afrique Subsaharienne”

En octobre 2008, Fundación Mujeres organise, avec la collaboration de Casa África et la subvention du Secrétariat d’État à la Coopération Internationale, le Séminaire ‘Stratégies et meilleures pratiques pour l’empowerment des femmes en Afrique Subsaharienne’, qui se tient à Las Palmas de Gran Canaria.

Le Séminaire est conçu comme un espace de réflexion et d’échange d’expériences et de connaissances entre les organisations directement impliquées dans l’empowerment économique des femmes de l’Afrique Subsaharienne et d’Espagne, dans le but de renforcer les stratégies d’aide à la création et à la consolidation d’entreprises de femmes, ces dernières étant entendues comme des agents de changement et de développement.

Le Séminaire découle de la reconnaissance conjointe du rôle fondamental que jouent les femmes dans la subsistance de la population des économies les moins développées, au travers d’initiatives entrepreneuriales informelles qui en font de véritables agents économiques du territoire. Ces femmes doivent à tout prix être intégrées dans la conception et la mise en oeuvre des stratégies politiques de développement.

Cela passe nécessairement par la consolidation de leur position entrepreneuriale, la formalisation et le renforcement de leurs entreprises, leur orientation vers la croissance et la durabilité, leur visibilité, et l’occupation d’espaces par la voie de la participation aux décisions du domaine économique.

Partant de cette conception, il faut aborder au plus tôt des processus d’empowerment économique des femmes, dans le cadre des stratégies de développement des territoires, et ce, autour de trois piliers fondamentaux:

- **Empowerment personnel:** Empowerment personnel: les femmes deviennent les maîtresses de leurs propres négoce

et activités, elles prennent les décisions de gestion, reconnaissent et défendent la propriété de leur affaire, et se professionnalisent.

- **Empowerment entrepreneurial:** il permet d’orienter leurs activités entrepreneuriales vers la croissance et la durabilité, au-delà, donc, de l’économie de subsistance.
- **Empowerment politique:** il les positionne dans les espaces de participation et de prises de décisions dans le tissu entrepreneurial du territoire.

C’est dans cet esprit que s’établissent la réflexion et l’échange d’expériences entre cheffes d’entreprises africaines, responsables d’organisations de femmes cheffes d’entreprises africaines, et ONGs promouvant l’empowerment économique des femmes en Espagne et en Afrique. Le résultat final consiste en un Document stratégique¹ susceptible de servir de base au développement d’initiatives d’empowerment économique des femmes en Afrique Subsaharienne.

Deux représentantes des partenaires du projet “**En pensant en Serrer. Tourisme pour grandir**” prennent part au Séminaire. Ce projet d’empowerment économique est actuellement mis en oeuvre par Fundación Mujeres, sur ces mêmes prémisses, au Sénégal. Il est conçu à partir des besoins identifiés et du travail conjoint réalisé sur le terrain par les organisations de femmes du territoire et par le bureau de promotion touristique de la zone.



1. Cf. p. 15

“En pensant en Serrer. Tourisme pour grandir”. Une initiative au Sénégal



Le projet “En pensant en Serrer. Tourisme pour grandir”, promu par Fundación Mujeres et cofinancé par l’AECID dans le cadre de l’appel à projets de 2008, se déroule sur l’île de Mar Lothie, département de Fatick, au Sénégal et a pour partenaires locales deux groupements de femmes, Mbogua Yiif et Pass-pass, sans compter la collaboration du *Centre Socio-culturel Limboko*.

Le projet naît du besoin de potentialiser l’économie locale en tirant parti des richesses environnantes, par le biais de la promotion d’activités entrepreneuriales et commerciales dirigées par des femmes et dont l’activité entrepreneuriale contribue à renforcer la zone dans son statut d’enclave touristique.

Partant de ce besoin et de cette volonté conjointement identifiés par les partenaires, un projet d’empowerment économique est envisagé, dont l’**objectif principal** serait la promotion de la participation des femmes dans le domaine productif et économique de la zone, ainsi que le renforcement de leurs associations entrepreneuriales, dans le contexte des secteurs productifs potentiels pour le développement local et communautaire de l’île de Mar Lothie.

Une intervention intégrale est donc planifiée, sur la base des trois piliers de l’**empowerment économique**: personnel, par le biais d’activités de **formation et de professionnalisation en gestion entrepreneuriale et techniques de production**; collectif par des actions impliquant toutes les cheffes d’entreprises et les deux associations auxquelles elles appartiennent, dans une **stratégie conjointe de positionnement économique dans la zone; et politique, au travers d’actions de formation à l’empowerment et au leadership des deux groupements** de femmes, afin de les positionner en tant que groupements entrepreneuriaux majeurs sur le territoire.

Un groupe de **femmes leaders** a ainsi été constitué, qui compte 8 cheffes d’entreprise des deux groupements de femmes partenaires, leaders de ces groupements, dont le rôle, pour cette initiative, consiste à impulser et à garantir la participation de toutes ces entrepreneuses à leur propre processus d’empowerment économique. Elles devront définir conjointement les actions nécessaires au développement, motiver et soutenir les autres femmes des groupements partenaires, favoriser leur participation et diriger les entreprises amenées à être créées dans le cadre du projet.

À ce jour, elles ont identifié les besoins des femmes entrepreneuses dans le cadre d’un objectif commun: la diversification de l’activité à partir des ressources du territoire, et ont mobilisé les autres cheffes d’entreprises pour la définition des **5 secteurs de diversification de l’activité entrepreneuriale: fruits et légumes, huîtres, miel, textile et aviculture**. Elles font actuellement l’objet de stages de formation en gestion entrepreneuriale de sorte à pouvoir créer 5 Groupes d’Intérêt Économique (GIEs), un par secteur, qui permettront de formaliser l’activité entrepreneuriale des 67 femmes des groupements de la zone.

Cette formation, d’une durée de 156 heures et à caractère totalement pratique est spécifique à chacun des 5 secteurs, de sorte qu’à l’issue des stages, un plan de viabilité, de marketing et de production soit disponible dans chaque domaine. Au terme de la formation, les 5 GIEs devront être en mesure d’être formalisés.

Parallèlement à la formation en gestion entrepreneuriale des leaders, une formation technico-productive est dispensée, dans les 5 secteurs définis, aux 67 entrepreneuses réparties dans les 5 secteurs, au travers d’un processus de formation-action qui garantit l’apprentissage “par le faire”. A l’issue de la formation de 146 heures de durée, les entrepreneuses disposeront des **connaissances de base pour la production, le conditionnement et la distribution de leurs produits**, conformément à la réglementation de chacun des secteurs et à la garantie de qualité de ces derniers.



Au terme de la formation, les cheffes d’entreprise bénéficieront d’un **double accompagnement dans la constitution des 5 GIEs**: un premier accompagnement lié à la constitution même des entreprises, dans les premières étapes de gestion, qui sera renforcé par un processus d’alphabétisation fonctionnelle déjà initié lors du processus de formation antérieur. Le second étant lié à la production, à proprement parler, de chacun des secteurs, de sorte à renforcer le processus formatif réalisé.

Simultanément au processus de formation, les **financements** seront recherchés, de sorte à soutenir la constitution et le développement des initiatives entrepreneuriales, **ainsi que les opportunités commerciales**, et pour permettre la consolidation, sur le marché régional, des cheffes d’entreprises de la zone, et la revitalisation productive de la région à partir de la mise à profit des ressources naturelles. Par ailleurs, la **création d’un réseau de coopération entre cheffes d’entreprises espagnoles et sénégalaises** sera favorisée par tous les moyens.

RÉSEAU DE FEMMES POUR UN MONDE MEILLEUR



Les premières rencontres du **Réseau de femmes africaines et espagnoles pour un Monde Meilleur** ont lieu en mars 2006 à Maputo (Mozambique), à l'initiative des gouvernements du Mozambique et d'Espagne. Réunissant plus de 200 femmes venues de 19 pays africains et d'Espagne, elles vont marquer le lancement des initiatives du réseau.

Le Réseau voit le jour dans le but de renforcer le rapprochement entre femmes africaines et espagnoles, et d'améliorer les droits et les chances des femmes ; conscient du besoin urgent de combattre la pauvreté, la violence, les guerres, et de lutter pour un développement économique durable et respectueux des ressources naturelles, le Réseau se fonde sur les engagements internationaux² acquis par les gouvernements en matière de consolidation des droits des femmes et d'inclusion des perspectives de genre dans toutes les politiques.

Des femmes représentatives des domaines politique, entrepreneurial, éducatif, judiciaire, sanitaire, parlementaire ou médiatique, créent par conséquent cette plate-forme stratégique commune et oeuvrent pour que les droits des femmes fassent partie des programmes politiques et des programmes de développement des gouvernements nationaux et des institutions supranationales.

De sorte à rendre effectif un programme commun de développement et de genre en Afrique subsaharienne, le Réseau se constitue comme un outil efficace mis au service de cet objectif qui doit être transféré et assumé par tous les secteurs clef du développement de la société : gouvernements, institutions publiques et privées, société civile, agents économiques et sociaux.

Dans cet esprit, la stratégie du Réseau se base sur l'échange d'information et sur la connaissance, fruits de la collaboration et

du travail en réseau des organisations de femmes, institutions, et organisations diverses. Ce travail d'échange et de collaboration, conjugué au contrôle, par le Réseau, du respect et de la mise en oeuvre des accords signés par les gouvernements en faveur de l'équité, du développement et du genre, constituent les principaux piliers sur lesquels vont reposer les différentes lignes d'action du Réseau de femmes pour un Monde Meilleur.

Par ailleurs, et pour accomplir ses objectifs, le Réseau met en oeuvre ses activités dans le cadre de programmes annuels d'action qui sont élaborés conformément aux directives et aux accords assumés lors des rencontres annuelles.

Lors des rencontres que nous énumérons ci-dessous, des déclarations conjointes ont été émises ; elles reprennent les accords spécifiques qui vont permettre de progresser dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'emploi, de l'empowerment et de la reconnaissance des droits des femmes.

- Maputo (Mozambique), 7 et 8 mars 2006
- Madrid (Espagne), 7 et 8 mars 2007
- Niamey (Niger), 12 et 13 de mai 2008
- Monrovia (Libéria), 8 mars 2009

Il est accordé, lors des dernières rencontres de l'année, à Monrovia, que les cinquièmes rencontres se tiendraient à Valencia, et les sixièmes à Windhoek (Namibie).

Le contenu des déclarations résultant des rencontres internationales sont disponibles sur le site

<http://www.mujeresporunmundomejor.org/>

Celui-ci permet par ailleurs d'accéder à la totalité de l'information sur le Réseau, son fonctionnement, ses activités.

2. Déclaration de la CEDAW ; Plate-forme d'action de Beijing ; Résolution 1325 des Nations Unies : "Femme, Paix et Sécurité"; Déclaration de la Commission du Statut de la femme, 49ème période de séances; Objectifs de développement du Millénaire; Protocole de l'Union africaine sur les droits de la femme; Déclaration solennelle sur l'équité de genre de l'Union Africaine.

RENCONTRES DES JEUNES FEMMES D'ESPAGNE ET D'AFRIQUE: EMPOWERMENT ET NOUVEAUX DÉFIS

Antécédents

En février 2008, l'UNIFEM organise, avec l'Instituto de la Mujer, Casa África et l'AECID, des rencontres intitulées "Cours sur le Leadership et l'Empowerment des Jeunes Femmes", une activité, entre autres, du **Réseau de Femmes pour un Monde Meilleur**. Le Comité du Réseau procède à la sélection des jeunes femmes africaines et espagnoles qui vont prendre part à ce cours, sur la base de leur âge et de leur implication dans le travail des organisations de femmes et/ou de la coopération au développement, au travers de projets spécifiques de genre.

Le cours, dispensé par des expertes de l'organisation kenyane Tomorrow's Children Initiative, est en soi toute une expérience innovatrice et une base sur laquelle les jeunes assistantes, africaines et espagnoles, ont pu créer un espace d'échange d'information à propos des réalités sociales de leurs pays et une première approche du rôle qu'en tant que femmes jeunes, elles peuvent jouer dans l'avènement d'une transformation de ces réalités.

À l'issue de ce cours, une idée voit le jour, qui est partagée par toutes les assistantes : assurer la continuité de cet espace de rencontres de sorte à consolider les relations ainsi nouées entre les participantes venues d'Afrique et d'Espagne.

Dans cet esprit, Fundación Mujeres crée le **Blog des Jeunes Femmes pour un Monde Meilleur** "... un espace qui permettra de prolonger le partage des expériences, de l'information, des ressources, l'envie de continuer à faire et de continuer à dire".³

Les bases sont ainsi posées pour la constitution d'un **Réseau de jeunes femmes** qui, dans le cadre du Réseau de Femmes pour un Monde Meilleur, abordera les thématiques d'intérêt majeur pour les jeunes africaines et espagnoles, et deviendra un groupe d'influence sur la reconnaissance du rôle des jeunes femmes comme agents clef de l'empowerment des femmes et de la transformation sociale.

Ainsi donc, ce très récent Réseau des Jeunes Femmes pour un Monde Meilleur est conçu dans la certitude que –malgré les différences qui caractérisent leurs réalités sociales respectives– il existe des objectifs communs et, en particulier, dans le domaine du genre, des défis sur lesquels elles peuvent travailler ensemble dans la mesure où ces femmes jeunes sont des agents potentiels de changement des sociétés africaine et espagnole.

La nécessaire consolidation de ce Réseau requiert la tenue de rencontres qui permettront de mettre en commun ces intérêts et les expériences vécues en matière d'empowerment dans les différents pays d'origine des jeunes membres du Réseau, puis d'identifier les thématiques d'intérêt prioritaire, de sorte à lancer des projets conjoints susceptibles de promouvoir l'empowerment des jeunes femmes.

Fundación Mujeres fait sien cet intérêt et organise, avec le cofinancement de l'AECID, les "**Rencontres des Jeunes Femmes d'Afrique et d'Espagne : empowerment et nouveaux défis**", un espace dans lequel le potentiel des jeunes femmes sera réaffirmé, comme analystes de leurs propres réalités et, par conséquent, comme défenderesses d'un positionnement prépondérant et principal qui leur permettra d'agir et de transformer ces réalités.

Profitant de la tenue de ces Rencontres, une deuxième partie est ajoutée au programme, qui renvoie directement à la *Déclaration des rencontres de Niamey* de 2008 du Réseau de Femmes pour un Monde Meilleur; celle-ci prévoyait la mise en oeuvre d'un Plan d'Action comptant, entre autres initiatives, la formation de formatrices et de formateurs en matière de citoyenneté, de paix et de genre. Dans ce cadre, le Réseau procède à l'élaboration d'un "Manuel de formatrices/teurs en genre, citoyenneté et paix", dans l'intention de le soumettre à révision et à la contribution de propositions de contenus et de méthodologie.

Cette deuxième partie fournit au Réseau des Jeunes Femmes l'occasion de participer à la révision dudit Manuel, et, par conséquent, d'influer sur la façon dont l'empowerment doit être abordé dans la perspective des plus jeunes.

Le Réseau des Jeunes Femmes est ainsi à nouveau consolidé.



3. <http://fundacionmujeres.net/youngwomennetwork/>

Rencontres des Jeunes Femmes d'Afrique et d'Espagne: empowerment et nouveaux défis

Organisées par Fundación Mujeres avec la collaboration de la Fédération des Jeunes Femmes et le cofinancement de l'AECID, elles se tiennent à Madrid le 24 et le 25 Février 2009, dans le but de **consolider** le très récent **Réseau de Jeunes Femmes pour un Monde Meilleur** à partir de la mise en commun des réalités sociales de leurs pays respectifs, et de l'élaboration de stratégies concrètes et d'actions prioritaires pour aborder l'empowerment des jeunes femmes.

Il s'agit, en l'occurrence, de premières rencontres, d'un rapprochement des positions, de la découverte, et de l'approfondissement dans l'analyse des réalités que vivent les jeunes africaines et espagnoles, afin de promouvoir l'empowerment des femmes et d'en faire des agents de changement par le biais des organisations auxquelles elles participent.

Les rencontres répondent par conséquent au besoin de partager, de participer et de décider de la façon d'intervenir pour être reconnues comme agent de changement, et d'agir sur ce changement, dans l'intérêt et pour le bien des femmes les plus jeunes.

Pour favoriser cet espace d'échanges et de réflexion, les rencontres sont conçues sous la forme de réunion ouverte au public le premier jour, suivant le schéma de la conférence cadre suivie de tables rondes. Une bonne occasion d'aborder les expériences en cours dans les différents pays pour promouvoir l'empowerment des femmes, de faire connaître le type d'actions qui sont mises en oeuvre, et de débattre avec un public varié de l'analyse de la réalité sociale que vivent ces jeunes femmes, de la marge de manoeuvre dont elles disposent en tant qu'agents de changement et des éventuelles stratégies d'intervention.

Le deuxième jour au contraire, la participation est restreinte aux membres du Réseau des Jeunes Femmes, suivant la méthodologie des ateliers, de sorte à favoriser le débat entre elles et à approfondir la connaissance des réalités sociales qu'elles vivent depuis leurs organisations ainsi que l'influence que celles-ci peuvent avoir sur les opportunités de promotion de l'empowerment des jeunes femmes.

Parallèlement à cette analyse, une réflexion est engagée sur le type de stratégies de coopération susceptibles d'être établies entre les jeunes femmes d'Afrique et d'Espagne, après avoir identifié les priorités d'intervention pour promouvoir l'empowerment des femmes et les orientations en assurant le développement.

Le résultat final des rencontres est synthétisé dans un Document de Conclusions⁴ édité par Fundación Mujeres, avec le cofinancement de l'AECID.

PROGRAMME

24 février

17:00-17:30 Inauguration.

Isabel Martínez, Secrétaire Générale des Politiques d'Égalité.
Marisa Soletto, Présidente de Fundación Mujeres.

17:30-18:30 Conférence cadre: "*Coopération au développement avec l'Afrique dans une perspective de genre*".

Juana Bengoa, Responsable pour le Genre de la Coordinatrice d'ONGD.

18:30-20:00 Table ronde: "*Expériences des organisations africaines et espagnoles pour promouvoir l'empowerment des jeunes femmes*".

Modératrice: **Mayka Cuadrado Zurinaga**, Fédération Mujeres Jóvenes.

"*Integrating Empowerment as a Factor for Women's Human Rights Advancement*". **Mónica Voke-Ighorodje** (BAOBAB for Women's Human Rights, Lagos-Nigeria).

"*Empowerment et droits sexuels et reproductifs dans le contexte de la lutte contre le VIH en Afrique*". **Mayra Moro** (Ayuda en Acción).

"*L'empowerment des jeunes femmes comme facteur de changement social au Mali*". **Diarra Maimouna Matel** (Réseau des Femmes Africaines Economistes, REFAE).

25 février

9:00- 9:30 Inauguration:

Inmaculada Reverte Fernández, Vice-présidente et Responsable des Droits et Égalité des Chances, CJE (Consejo de la Juventud de Espagne).

Aranzazu Pecharrómán, Vice-présidente de Federación Mujeres Jóvenes.

9:30-11:00 Table Ronde: "*Exemples pratiques de promotion de l'égalité des genres mis en oeuvre par des jeunes femmes d'organisations espagnoles et africaines*".

Modératrice: **Beatriz Bonete Fernández**, Fundación Mujeres.

"*Gender equality a debate for the century in Africa*". **Nanduja Nivatiti**, Project Officer: East African Gender Declaration EADGE, Uganda.

"*Espagne. Construction de réseaux d'influence, face à Beijing +15*".

Silvia Altolaquirre, Coordinatrice nationale de la Campagne "Muévete por la igualdad. Es de justicia". Fundación Ayuda en Acción. Espagne.

"*Presentation de l'Afao*". (L'Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest). **Diarra Tall**, Chargée de Programme Jeunesse AFAO ()- Sénégal.

"*Le processus de Renforcement de l'Union Nationale des Femmes Sahraouis*". **Lorena Fernández Vidal**, Association des Amis de la RASD (République Arabe Sahraoui Démocratique). Espagne.

11:00-11:30 Pause – café.

11:30-13:30 Atelier "*Clefs pour une analyse des réalités sociales des jeunes femmes d'Afrique et d'Espagne*".

Animation: **Yuri Nakanouchi** (Groupe1: français) et **Jimena Montes** (Groupe 2: anglais).

13:30 Déjeuner.

15:30-17:00 Atelier "*Stratégies de coopération entre jeunes femmes d'Afrique et d'Espagne*".

Animation: **Yuri Nakanouchi** (Groupe1: français) et **Jimena Montes** (Groupe 2: anglais).

17:00-17:45 Assemblée Plénière: Conclusions de l'atelier.

17:45-18:00 Débat et clôture.

Journée de travail sur le “Manuel des formatrices/teurs en genre, citoyenneté et paix”; révision et propositions dans la perspective des jeunes femmes d’Afrique et d’Espagne

Organisée par Fundación Mujeres, en collaboration avec la Fédération Mujeres Jóvenes, et le cofinancement de l’UNIFEM, cette journée se tient à Madrid el 26 février 2009, avec la participation des membres du réseau récemment créé: **Réseau de Jeunes Femmes pour un Monde Meilleur.**

La journée répond à un appel de l’UNIFEM qui invite à conclure le “Manuel de formatrices/teurs en genre, citoyenneté, et paix” élaboré par le Réseau de femmes pour un Monde Meilleur dans le cadre des engagements acquis à Niamey, suivant une approche participative qui met à contribution différentes organisations africaines et espagnoles.

L’objectif de la journée est donc de débattre de l’utilité et de l’applicabilité dudit Manuel, et, le cas échéant, de formuler des propositions susceptibles d’en favoriser l’utilisation.

Pour optimiser le temps de travail conjoint prévu dans le cadre de cette Journée, une phase de préparation est établie en amont de la rencontre de Madrid, pour un travail préalable de lecture et de réflexion sur le Manuel, sous la coordination de Fundación Mujeres.

La journée adopte la forme d’ateliers parallèles, de sorte à faciliter l’échange d’opinions et la mise en commun des réflexions générées par la révision du document, et des éventuelles propositions d’utilisation du Manuel ainsi que l’inclusion des bonnes pratiques susceptibles de compléter les existantes. Le Manuel est préalablement contextualisé comme un instrument

de travail pour les organisations de femmes et de coopération au développement, et la méthodologie de la journée de travail est définie.

Le résultat final de la journée est synthétisé dans un document de conclusions qui est envoyé au Secrétariat et au Comité de Coordination du Réseau de Femmes pour un Monde Meilleur.

PROGRAMME

9:30-10:00 Inauguration.

Amaia Pérez, UNIFEM

Cristina García Comas, sous-directrice de Fundación Mujeres.

10:00-10:30 Contexte méthodologique du Manuel de formatrices/teurs en genre, citoyenneté et paix.

10:30-11:30 Groupes de travail.

Animation: Federación Mujeres Jóvenes.

11:30-12:00 Pause-café.

12:00-14:00 Groupes de travail (suite).

14:00-15:30 Déjeuner.

15:30-17:30 Assemblée Plénière: Conclusions des groupes de travail.

17:30-18:00 Débat final et clôture des rencontres.

Organisations participantes

29 femmes des organisations suivantes prennent part aux deux journées:

Pays	Organisation
Sénégal	AFAO / WAWA ; Expert Freelance Cres-Ucad (Consortium pour la Recherche Economique et Sociale)
Côte d’Ivoire	Association des Femmes Juristes de Côte d’Ivoire
Mali	REFAE
Uganda	EASSI
Gambie	Network of Youth
Gambie	Gambia Television
Kenya	T.C.I. (Tomorrow’s Child Initiative)
Liberia	Foundation for Human Rights and Democracy

Pays	Organisation
Gambie	Child Protection Alliance
Mozambique	Fórum Mulher
Tanzania	East Africa Law Society (EALS)
Nigeria	BAOBAB for Women’s Human Rights
Espagne	Instituto Canario de la Mujer
Espagne	Asociación de Amig@s de la RASD
Espagne	Campaña Muévete por la Igualdad. Es de Justicia
Espagne	Área de la Mujer de Radio Vallekas
Espagne	Fundación Mujeres
Espagne	Federación Mujeres Jóvenes

Conclusions des rencontres

“Un monde meilleur... pourquoi pas?”

L'existence d'un lien entre développement et changement social est une certitude qui fait l'unanimité. Un changement social qui passe nécessairement par l'empowerment personnel et collectif, économique et politique des femmes, et, de ce fait, par la **reconnaissance de leur rôle d'agents de changement et de développement social**.

L'empowerment s'impose comme l'une des stratégies les plus effectives pour surmonter les différences de genre, plus accentuées dans les pays en développement. Envisager cependant une quelconque stratégie d'empowerment requiert une approche dynamique et changeante ; un processus en d'autres termes, une succession d'étapes qui dépendra du contexte social dans lequel elle est mise en oeuvre et de la façon dont ce contexte reproduit les relations inégales entre femmes et hommes.

L'intégration de la perspective de genre dans ce type de stratégies, qui reconnaît et affirme le rôle des femmes comme agents de changement et de développement, et la façon par ailleurs dont les relations et les rôles de genre jouent sur l'ensemble des variables sociales, économiques, culturelles, entre autres, qui font le contexte du domaine d'intervention, est fondamentale pour aborder pertinemment la situation dans ce contexte d'intervention.

La mise en oeuvre de projets de coopération doit tenir nécessairement compte de cette approche, si l'on veut que les changements obtenus soient véritablement durables.

Cependant, **l'empowerment des femmes** en tant que stratégie de changement doit être abordée dans deux optiques complémentaires: **l'individuelle** et **la collective**. La première implique la reconnaissance personnelle, par les femmes, de leurs capacités et de leurs possibilités, dans leur vie et par rapport à leur position sociale, à leurs intérêts et à leurs attentes. Un exercice d'estime de soi, en définitive, et de potentialisation de leur capacité d'intervenir et de changer leur propre vie.

La seconde, l'empowerment collectif, suppose que l'on transfère cette reconnaissance personnelle des femmes vers une reconnaissance conjointe et partagée des attentes individuelles. Dès lors, la possibilité d'agir et d'influer socialement augmente ; les objectifs fixés peuvent être atteints et ils sont surtout rendus visibles dans les programmes et les priorités politiques et sociales. La création de réseaux de femmes et d'organisations de femmes s'avère être la stratégie par excellence pour y parvenir.

Il est donc important d'impulser des projets qui intègrent des processus d'empowerment pour faire évoluer les relations de pouvoir entre femmes et hommes, et pour reconnaître et favoriser le rôle joué par les femmes en tant qu'agents potentiels de développement social.

Ces projets doivent prendre en compte l'empowerment social, politique, culturel et économique des femmes, pour en faire les protagonistes actives du changement social et pour que celles-ci en prennent les rênes en tant que femmes, en tant que citoyennes. En effet, l'objectif principal est de modifier la réalité sociale des femmes et, “pourquoi pas, le monde entier”⁵.

5. Textuellement, Diarra Maimouna Matel, participante maliense en su ponencia: “L'empowerment des jeunes femmes comme facteur de changement social au Mali”



“Décidées à créer... à partir du travail en Réseau”

Les stratégies d'empowerment et d'empowerment collectif en particulier, requièrent un travail conjoint. Elles nécessitent des efforts conjoints, et l'adoption de critères et d'approches communs, dans le contexte d'une action en réseau. La Déclaration de Niamey du Réseau de Femmes pour un Monde Meilleur en a fait le pari: elle mise sur les réseaux de femmes et d'organisations lorsqu'elle affirme “... décidées à créer et à favoriser de nouvelles opportunités de collaboration, de travail en réseau et d'échange d'information, au travers des initiatives actuelles et à venir d'Afrique et d'Espagne”.

La construction de réseaux entraîne l'élargissement du domaine d'action et d'intervention des projets, tout comme l'échange d'information, d'expériences de travail, de méthodologies et de bonnes pratiques entre les organisations et les individus qui les composent. De cette manière, les actions menées gagnent en influence sociale, et peuvent en même temps avoir un effet multiplicateur sur d'autres réseaux ou organisations porteuses de projets similaires.

La création et la durabilité de ces réseaux exigent cependant que l'on travaille l'empowerment individuel et collectif des femmes sous des prismes communs et à partir des ressources existant dorénavant et déjà sur le territoire national ou international. Il ne s'agit pas de commencer ex nihilo, mais de créer à partir de ce qui existe, sur des bases solides qui vont faciliter la tâche des différents agents impliqués dans ces processus, il s'agit de construire ensemble.

C'est dans cet esprit que le “**Manuel des formatrices/teurs en genre, citoyenneté et paix**” voit le jour et que -grâce aux diverses observations des organisations africaines et espagnoles qui travaillent sur l'empowerment des femmes lié au développement des territoires, comme elles l'ont fait, à Madrid, autour du Réseau des Jeunes Femmes pour un Monde Meilleur- il peut devenir un outil de référence qui va permettre d'entreprendre les stratégies d'empowerment des femmes.

Un outil dont l'élaboration participative et partagée a permis de faire entendre la voix des femmes, en l'occurrence, des plus jeunes, qui ont la volonté d'influer sur la manière dont on souhaite aborder les stratégies d'empowerment des femmes, de définir les besoins à combler, mais aussi d'intervenir.

En définitive, des réseaux pour décider, pour influencer, pour créer et pour construire!

DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE. SUR L'EMPOWERMENT DES JEUNES FEMMES

Monica Ighorodje
BAOBAB for Women's Human Rights
Nigeria

L'empowerment des femmes est un concept général qui implique que les femmes soient dotées d'autonomie, de la capacité de choisir, un concept qui requiert l'égalité des chances et des ressources, ainsi que la capacité d'influer sur la direction du changement social à tous les niveaux. Le terme d'empowerment renvoie à la possibilité de fonctionner à égalité avec les hommes, sans influence des préjugés culturels, patriarcaux ou de genre.

Le rôle des plus jeunes femmes comme agents de changement est une occasion importante de transformation sociale dès lors que les femmes ont la capacité d'influer leur monde malgré les résistances patriarcales et les défis auxquels elles sont confrontées dans l'exercice de leur autonomie. L'empowerment des jeunes femmes est un processus continu qui les dote des moyens qui vont leur permettre de changer leur vie, de favoriser leurs communautés et de contrôler leurs destins.

Dans le cadre de mon travail dans le domaine des droits humains, j'ai découvert que l'empowerment n'aurait jamais lieu sans une canalisation des ressources vers la réalisation de l'empowerment des jeunes femmes à différents niveaux, que ce soit au niveau politique ou autre. Il est indispensable d'intégrer les composantes de l'empowerment dans le contexte des structures fonctionnelles et des institutions, dans le but de promouvoir la progression des femmes dans le cadre des compétences et des interventions gouvernementales, politiques et des processus de développement. L'avenir des jeunes femmes est en jeu et les efforts concertés du gouvernement et de la société civile sont indispensables, qui doivent investir dans le futur des jeunes, tout en les impliquant dans les processus les plus importants de développement, pour assurer la durabilité et une succession informée.

La sincérité des intentions des dirigeants africains, pléthoriques d'altruisme et désintéressés, vont non seulement créer l'environnement requis pour un véritable leadership de la jeunesse, mais aussi construire une plate-forme de contribution égalitaire pour un développement national équilibré. Les femmes ont une capacité inexplorée et leur empowerment est impérieusement nécessaire pour permettre le changement de paradigmes. Les femmes jeunes possèdent, en tant qu'agent de changement, la capacité nécessaire et les potentialités innées pour générer les transformations sociales imminentes et le progrès de la justice ; il faut seulement assurer l'égalité des chances et des terrains de jeu équilibrés, dépourvus de toute sorte de discrimination.



Diarra Maimouna Matel
REFAE, Réseau des Femmes Africaines Economistes
Mali

Afin de souligner les enjeux de l'empowerment et du rôle de la femme comment agent actif de changement social, il est impératif de mieux cerner le concept : En effet nous considérons l'empowerment comme étant l'acquisition d'un droit à la parole et à la reconnaissance sociale. Les femmes sont confrontées à d'énormes difficultés: Manque de ressources (eau, terre, travail). Souvent le simple fait d'être une femme confronte systématiquement un grand nombre d'entre nous à différentes formes de discrimination : violence sexuelle, exclusion à l'école ; vulnérabilité disproportionnée par rapport à l'infection par le VIH ou encore le manque d'accès à la propriété ou à d'autres droits.

L'autonomisation de la jeune femme est essentielle pour amener une transformation sociale dans l'immédiat et dans l'avenir. Afin d'initier ce changement social, il faudrait donner aux jeunes femmes les moyens visant le développement des compétences leur permettant d'exercer un leadership sur les questions qui les préoccupent. Ces moyens consistent à mon avis, à élaborer des activités attrayantes et dynamiques, destinées à motiver les jeunes femmes et à leur donner confiance à leur aptitude à canaliser le changement et inciter ainsi les autres à en faire autant. Il s'agira, à notre avis de mettre en place un schéma directeur explorant toute une série de questions : Droits Humains et droit de la femme, Violence exercée à l'encontre des femmes, l'estime de soi et le développement des qualités de leadership.

En dehors, de ce schéma directeur, il est aussi important pour une meilleure efficacité que les femmes prennent conscience de la force qu'elles ont pour provoquer un changement social. Cette prise de conscience ne peut se faire qu'à travers une sensibilisation dans les écoles, les collèges, les lycées et même dans les universités. Pour celles qui n'ont pas eu la chance d'avoir accès à l'éducation, la sensibilisation se fera à travers les associations, les tontines et les groupements de femmes. L'objectif de cette sensibilisation est de faire comprendre aux femmes qu'elles sont aussi intelligentes que les hommes. Qu'elles ont des compétences et qu'elles ne doivent pas avoir peur ou honte de mettre en valeur ces compétences.

En outre, l'empowerment étant une approche qui est délibérément non globalisante, sa signification précise doit être déterminée en fonction du contexte en question. En effet, pour que l'empowerment fasse des jeunes femmes des acteurs clés pour le changement social, il faudrait que les objectifs du concept se formulent en fonction des aspirations des femmes concernées, mais aussi en tenant compte du contexte politique, socioculturel et économiques.

Enfin pour que la jeune femme soit un agent, le moteur du changement social, il faut scolariser les filles et les maintenir à l'école, lutter contre toutes les violences faites à la femme et éliminer toutes nos traditions qui sont néfastes à l'empowerment des femmes.

STRATÉGIE INTÉGRALE D'INFLUENCE, EN FAVEUR DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE EN COLOMBIE. UNE EXPÉRIENCE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

mujeres
FUNDACIÓN

AEXCID
cooperación extremeña

humanas
Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género

Soutenue et financée par l'Agence de Coopération Internationale pour le Développement du Gouvernement régional d'Estrémadure, Fundación Mujeres développe avec la Corporation HUMANAS, son binôme en Colombie, le projet "Stratégie intégrale d'influence en faveur des femmes victimes de violence sexuelle en Colombie". Ce projet de coopération décentralisée s'inscrit dans les priorités de la promotion de l'égalité de genre telles qu'elles sont décrites dans le Plan Général de Coopération d'Estrémadure 2008-2011.

Le présent projet est mis en oeuvre en Colombie, pays victime d'un conflit armé, où les femmes sont confrontées à des situations de violence sexuelle, l'expression la plus grave de la violence de genre, exercées par les acteurs armés de l'État, mais aussi par les insurgés et les paramilitaires.

Dans ce contexte, l'objectif principal du projet a été de mettre en évidence et de faire reconnaître le continuum de la violence exercée contre les femmes, en temps de paix comme en époque de conflits, de sorte à contribuer au respect total et à l'exercice des droits humains des femmes en Colombie.

Pour ce faire, une série d'actions ont été menées qui, prises dans leur ensemble, ont constitué une stratégie d'influence politique et d'exigibilité juridique en matière de violence contre les femmes. Celle-ci constitue, par la voie législative, judiciaire ou des politiques publiques, un moyen de réparer les dommages subis par les femmes et d'en éviter la reproduction. Les actions décrites ci-dessous ont été menées dans les départements de Bolívar et Antioche, ainsi que dans la ville de Bogotá.

1. Activités de recherche et de diffusion:

Travail de recherche sur la situation en Colombie, en matière de violence sexuelle contre les femmes: un rapport a été élaboré et diffusé, sur la situation actuelle en matière de violence exercée contre les femmes en Colombie, et sur les stratégies de réparation actuellement mises en oeuvre. Ce travail de recherche a contribué à la prise de conscience des acteurs clef,

et à faire connaître les différents aspects du problème dans le pays.



Dans ce même but, les Observatoires de la Violence que Fundación MUJERES et la Corporation HUMANAS entretiennent aux adresses suivantes, ont bénéficié d'une importante diffusion:

<http://www.observatorioviolencia.org>

<http://www.humanas.org.co>

2. Activités de formation:

Formation des opérateurs/trices de justice. L'une des stratégies du projet visait à influencer sur les décideurs/deuses à l'échelle nationale et régionale, afin que ceux/celles-ci incorporent à leurs décisions le paramètre violence fondé sur le droit international

des droits humains. Dans ce sens, un processus formatif est adopté qui s'adresse aux professionnels/elles du monde judiciaire colombien, de sorte à étendre leurs connaissances sur la violence sexuelle contre les femmes.

Pour que cela soit possible, ces professionnels/elles ont également bénéficié d'une série de matériels technico-politiques sur la violence contre les femmes, qui ont été élaborés et largement diffusés afin que cette problématique, et la responsabilité de l'État et de la société en la matière, soient inscrites dans l'agenda public.

Formation de journalistes et communicateurs/trices sociaux.

De la même manière, les professionnels de différents médias du pays ont également fait l'objet d'actions de formation, l'objectif étant d'accroître leur connaissance du problème que constitue la violence sexuelle contre les femmes, tant dans le cadre des conflits armés qu'en temps de paix, et de favoriser une approche adéquate des informations liées à cette situation.

Ce traitement adéquat de l'information par les journalistes et les communicateurs/trices sociaux doit contribuer en outre à l'apparition d'une nouvelle sensibilité sociale, et d'une réponse adaptée des acteurs politiques et juridiques impliqués.

3. Activités de sensibilisation et d'échange d'expériences:

Ces actions étaient principalement destinées au personnel politique et aux autres agents-clé confrontés à la situation dont souffrent les femmes victimes de violence et au besoin d'apporter des réponses à ce problème, au niveau des institutions des différents pays.

De la même manière, les activités de sensibilisation ont été proposées aux médias et à la population en général, de sorte à encourager une attitude de rejet de la violence sexuelle contre les femmes, et à favoriser l'exigence de réponses adaptées de la part des institutions publiques et privées.

Parmi les activités de sensibilisation, trois types d'actions ont été mises en oeuvre:

- **Campagne de sensibilisation dans les médias et au travers de produits de communication.** Les médias tels que la radio, la presse écrite, la télévision et Internet sont des moyens essentiels d'accéder massivement et directement aux différents types d'audiences. Un Plan Médias a donc été créé, de sorte à contribuer à la sensibilisation de l'opinion publique en général, à l'égard du problème de violence sexuelle dont des centaines de femmes du pays sont les victimes, mais dont –paradoxalement– personne ne veut parler.

- **Elaboration et édition de matériels de divulgation sur le sujet.** Une campagne de sensibilisation des journalistes et des médias de Colombie a été conçue puis diffusée, au travers de différents supports de divulgation, dont en particulier:

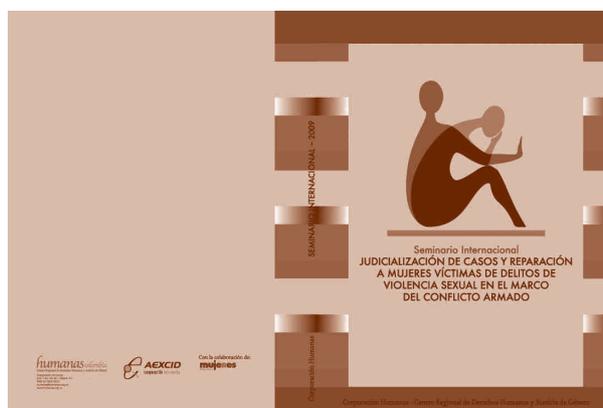
- Posters sur le thème "Actuar Ya: Contra la Violencia Sexual en Colombia" (Agir sans plus attendre: Contre la violence sexuelle en Colombie).
- Code du traitement journalistique de la violence contre les femmes, adressé aux journalistes
- Dossiers informatifs sur la thématique de la violence sexuelle en Colombie.

- **Séminaire international d'échange d'expériences** sur la "La judiciarisation et la réparation des cas de délits de violence sexuelle à l'encontre des femmes dans le contexte des conflits armés".

Le Séminaire international s'est tenu dans la ville de Bogotá, le 4 - 5 Février 2009. 90 personnes étaient présentes: opérateurs/trices judiciaires, représentante/tes d'organisations de femmes et des droits humains, représentants/tes des agences de coopération, et communicateurs/trices. 8 expertes internationales venues du Chili, du Pérou, du Guatemala, d'Espagne et de Colombie ont également pris part à ces deux journées de rencontres en tant que conférencières.

Le contenu du Séminaire était organisé autour de trois thématiques principales:

- Actions de judiciarisation dans le cadre du conflit armé colombien.
- Actions de réparation: Analyse des différentes propositions des mouvements de femmes.
- Actions de visibilisation du continuum de violence à l'encontre des femmes, définition de stratégies destinées aux médias.



PROGRAMME

“Femmes et Développement”

Fundación Mujeres participe depuis 2006 au Programme de Coopération International “Femmes et Développement” promu par l’Instituto de la Mujer en collaboration avec l’AECID ; Fundación procède actuellement, et pour la troisième année consécutive, au suivi de trois projets, dont deux impliquent des organisations colombiennes, et un troisième concerne une organisation équatorienne. Cette continuité répond à l’objectif propre à “Femmes et Développement : assurer que les projets financés –tout comme les relations établies entre organisations latino-américaines et espagnoles- se consolident et puissent donner lieu à d’autres actions conjointes.

“Observatoire des médias pour la visibilité et le traitement correct des violences de genre en Colombie. Phase III: Consolidation et transfert de l’expérience à 5 pays d’Amérique du Sud”

Le présent projet a donné lieu au lancement d’un Observatoire des Médias qui assure le suivi des journaux nationaux, pour une analyse de la représentation des femmes dans la presse écrite, de sorte à visibiliser et à dénoncer le recours aux stéréotypes et aux pratiques sexistes, et à formuler des recommandations susceptibles de renverser ces pratiques. L’Observatoire élabore des bulletins d’information hebdomadaires, édite des informations, des recommandations, et contribue à la formation d’étudiants en communication.

Le projet en est à sa troisième phase, la phase de consolidation et de transfert des connaissances et des technologies, et d’apprentissage à cinq organisations de femmes d’Équateur, du Pérou, de Bolivie, du Chili et d’Argentine.

Fundación Mujeres et Humanas ont ainsi eu l’opportunité de partager, au cours des trois étapes de ce projet, les différentes modalités d’intervention et les mécanismes de visibilité et de dénonciation de la violence exercée sur les femmes. Dans ce sens, le processus de construction et de consolidation de l’Observatoire des médias qui est –dans cette dernière phase- voué à devenir définitivement une référence pour les médias de Colombie, a été particulièrement enrichissant pour elles.

<http://www.humanas.org.co/html/observatorio.html>

“Troisième étape d’interlocution et de négociation du processus des Caraïbes colombiennes, dans une perspective de genre et des droits humains”

La première étape de ce projet du “Processus de régionalisation et de développement des Caraïbes colombiennes”, piloté par le Réseau Mujeres del Caribe, a été consacrée à la sensibilisation de 144 organisations de ce Réseau, afin d’encourager leur participation au processus de négociation et d’interlocution avec les agents. Dans une deuxième étape, les organisations se sont articulées autour de l’élaboration d’un agenda de régionalisation des Caraïbes colombiennes, de sorte à obtenir –à partir de ce mouvement social- un programme unique et concerté.

Lors de la troisième étape, l’étape actuelle, cet agenda est négocié et concerté avec les corps de métiers, les petites et moyennes entreprises, les secteurs académiques, les églises, les élus municipaux et départementaux, ainsi qu’avec les partis politiques. L’objectif ultime étant de constituer une plate-forme de développement humain dans le cadre du processus autonome de la région Caraïbienne.

Au fil des visites réalisées dans les différentes étapes du projet, Fundación Mujeres a eu l’occasion de connaître en profondeur le travail entrepris sur ce territoire par APRODEFA et le Réseau Mujeres del Caribe Colombiano. Les difficultés que présente le contexte politique du fait de la démobilisation des groupes armés paramilitaires, mettent en évidence l’importance du projet pour la construction de la citoyenneté et du tissu social de la zone.

<http://www.aprodefa.com>

“Formation à la communication et au genre pour les femmes des organisations sociales en Amérique Latine et dans les Caraïbes (Phase II)”

Ce projet compte un programme de formation aux Communication et au Genre destiné aux leaders, aux promoteurs/trices et aux professionnels/elles des médias, de 65 organisations sociales dans différents secteurs (essentiellement ruraux). Au terme de la première phase, ces organisations ont conflué vers la création de réseaux sociaux régionaux et dans une initiative conjointe de communication “La Minga Informativa de Movimientos Sociales”.

L’objectif de la deuxième phase était d’étendre la portée de cette formation et d’approfondir l’instruction des formatrices en Communication et en Genre, en augmentant ainsi l’impact et le domaine d’intervention du projet.

ALAI et Fundación Mujeres ont en commun certaines lignes stratégiques telles que la communication, l’importance qu’elles accordent aux réseaux, la visibilité et l’échange entre organisations de femmes. Au travers du programme “Mujeres y Desarrollo” (Femmes et Développement), les deux organisations ont pu approfondir les échanges sur l’importance de la communication et de la formation aux nouvelles technologies, des outils qui facilitent le rapprochement et la coopération entre les organisations de femmes.

<http://alainet.org/> <http://movimientos.org/>

SITES WEB ET PUBLICATIONS

Empowerment et leadership



www.mujereslideres.org

Cet espace Web présente l'information la plus récente sur les activités mises en oeuvre par Fundación Mujeres en matière de coopération internationale pour le développement, dans une perspective de genre

Au-delà de l'information sur les projets et les entités collaboratrices, l'on y trouve des links, des documents, et du matériel divers sur la promotion de l'empowerment des femmes, sur le développement de l'égalité, et sur l'intégration de la perspective de genre dans les domaines économique, social et politique.

Jeunes femmes pour un monde meilleur



<http://fundacionmujeres.net/youngwomennetwork/>

Le Blog des Jeunes femmes pour un monde meilleur constitue un espace de communication et d'échange d'information qui, soutenu par Fundación Mujeres, est créé en 2008 dans le cadre des activités réalisées par le Réseau des Femmes pour un monde meilleur. Ce blog est un espace conçu et développé par le tout récent Réseau des Jeunes Femmes pour un monde meilleur, constitué de jeunes femmes impliquées dans les organisations de femmes et/ou dans la coopération au développement, par le biais de programmes spécifiques de genre ; son principal objectif est d'influer sur la reconnaissance et le rôle des jeunes femmes comme acteurs clef de l'empowerment des femmes et du changement social.

Stratégies et meilleures pratiques pour l'empowerment des femmes en Afrique Subsaharienne. Document stratégique



Document stratégique reprenant les conclusions du Séminaire "Stratégies et meilleures pratiques pour l'empowerment des femmes en Afrique Subsaharienne", organisé en octobre 2008, à Las Palmas de Gran Canaria, par Fundación Mujeres, en collaboration avec Casa África, avec la subvention du Secrétariat d'État à la Coopération Internationale.

Ce Document reprend les mesures clef susceptibles de favoriser l'empowerment économique des femmes et la réflexion sur le rôle et la promotion de celles-ci comme agents du développement territorial.

Le document intégral est disponible sur le site:

www.mujereslideres.org

Rencontres des Jeunes Femmes d'Afrique et d'Espagne: empowerment et nouveaux défis Document de conclusions



Document de conclusion des 'Rencontres de Jeunes Femmes d'Afrique et d'Espagne : empowerment et nouveaux défis' organisées par Fundación Mujeres et financées par l'AEICD, à Madrid, le 24-25 février 2009.

Ce Document de conclusions reprend les principales réflexions et propositions de stratégies visant à renforcer l'empowerment des femmes. Le Document a, entre autres objectifs, celui de servir de référence pour la conception et le lancement de projets poursuivant ce même but.

Le document intégral est disponible sur le site:

www.mujereslideres.org



www.fundacionmujeres.es

OFFICES

A CORUÑA

AVDA. MONELOS 121, 1º DCHA.
15009 A CORUÑA
TELF.: 981 29 40 97
galicia@fundacionmujeres.es

CÁCERES

AVDA. DE ALEMANIA 8, 1º DCHA.
10001 CÁCERES
TELF.: 927 62 91 94
FAX: 927 23 05 56
extremadura@fundacionmujeres.es

GUTIÉRREZ MELLADO 6, 1º B
10300 NAVALMORAL DE LA MATA
TELF.: 927 53 10 12
FAX: 927 53 10 12
navalmoral.ex@fundacionmujeres.es

CÓRDOBA

CLAUDIO MARCELO 15, 1º DCHA.
14002 CÓRDOBA
TELF.: 957 29 91 90
FAX: 957 42 03 26
cordoba@fundacionmujeres.es

OVIEDO

SABINO FERNÁNDEZ CAMPOS, 6 BAJO
33011 OVIEDO - ASTURIAS
TELF.: 985 20 33 57
FAX: 985 22 89 05
asturias@fundacionmujeres.es

GIJÓN

AVDA. DEL LLANO, 53 BAJO
33209 GIJÓN - ASTURIAS
TELF.: 985 09 00 02
FAX: 985 09 57 90
gijon@fundacionmujeres.es

SIÈGE

MADRID

FRANCISCO DE ROJAS 2, 1º IZDA.
28010 MADRID
TELF.: 91 591 24 20
FAX: 91 447 24 61
mujeres@fundacionmujeres.es

